

**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU SYNDICAT MIXTE
DU BASSIN VERSANT DU TARN-AMONT**

DE_2026_019

Approbation du compte financier unique 2025

Le vingt-six février deux mille vingt-six, le comité syndical, dûment convoqué, s'est assemblé au nombre prescrit par la loi à Mostuéjols, sous la présidence de Serge VÉDRINES

Étaient présents : Jean-Michel ARNAL, Christine BEDEL, Esther CHUREAU, Raymond FABRÈGUES, Gilbert FAUCHER, Daniel GIOVANNACCI, Serge GRASSET, René JEANJEAN, Irène LEBEAU, Madeleine MACQ, Patrick SALSON, Richard SARRAU, Régis VALGALIER

Étaient représentés : Pierre HERRGOTT représenté par Daniel GIOVANNACCI

Secrétaire de séance : Gilbert FAUCHER

Date de convocation : 17 février 2026

Délégués du comité syndical		
En exercice : 23	Présents : 13	Pouvoirs : 1
Résultat du vote		
Pour : 13	Contre : 0	Abstention : 0

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°MI_2021_5_2 du 15 juillet 2021 portant sur l'expérimentation du Compte Financier Unique (CFU) en lien avec la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP),

Vu la délibération DE_2026_002 du comité syndical du 29 janvier 2026 relative à la reprise anticipée des résultats 2025 et prévision d'affectation sur l'exercice 2026,

Vu le rapport de présentation du Compte Financier Unique pour l'année 2025,

Vu le Compte Financier Unique 2025,

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents,

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière, en particulier, sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétique et des taux des contributions et produits afférents,

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable,

Considérant les éléments suivants, et le document ci-annexé :

Date de transmission de l'acte: 27/02/2026
Date de réception de l'AR: 27/02/2026
048-200080547-DE_2026_019-DE
A G E D I

Libellé	Fonctionnement		Investissement		Ensemble	
	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent
Résultats reportés		50 520,90 €		386 856,95 €		437 377,85 €
Opérations exercice	486 383,99 €	527 673,41 €	1 633 985,52 €	1 166 149,92 €	2 120 369,51 €	1 693 823,33 €
Totaux	486 383,99 €	578 194,31 €	1 633 985,52 €	1 553 006,87 €	2 120 369,51 €	2 131 201,18 €
Résultat de clôture		91 810,32 €	80 978,65 €			10 831,67 €
Restes à réaliser			1 026 064,05 €	1 123 751,02 €	1 026 064,05 €	1 123 751,02 €
Totaux cumulés		91 810,32 €	1 107 042,70 €	1 123 751,02 €	1 026 064,05 €	1 134 582,69 €
Résultats définitifs		91 810,32 €		16 708,32 €		108 518,64 €

Monsieur le Président se retire et ne prend pas part au vote.

À l'unanimité, le comité syndical réuni et présidé par Mme Madeleine MACQ, 2ème Vice-Présidente, après avoir délibéré,

Reconnaît la sincérité des restes à réaliser,

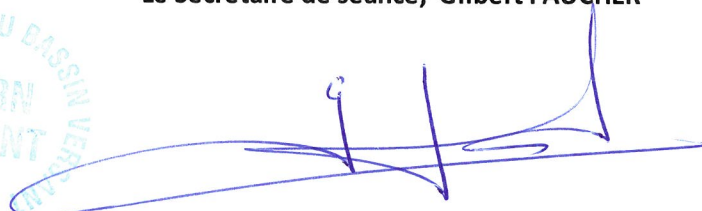
Vote et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré à Mostuéjols, les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Le Président, Serge VÉDRINES



Le Secrétaire de séance, Gilbert FAUCHER

Acte rendu exécutoire
après dépôt en préfecture
le 27/02/2026
et publié ou notifié
le 03/03/2026

Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Date de transmission de l'acte: 27/02/2026
Date de reception de l'AR: 27/02/2026
048-200080547-DE_2026_019-DE
A G E D I

PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

RÉUNION DU COMITÉ SYNDICAL DU 26 FÉVRIER 2026

L'article L.2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles doit être annexée au compte financier unique. La présente note répond à cette obligation.

L'ordonnance n°2025-526 du 12 juin 2025 généralise la mise en place du compte financier unique (CFU) pour les collectivités territoriales, EPCI, ASA, AFR et CCAS pour les exercices comptables 2026. Une expérimentation avait été faite auprès de collectivités tests sur les comptes 2021 à 2023.

Les élus du syndicat Tarn-amont ont fait le choix de passer au compte financier unique dès l'exercice comptable 2025.

Le CFU est un document budgétaire commun à l'ordonnateur et au comptable public. Il se substitue au compte administratif et au compte de gestion. Il retrace le bilan financier de l'année en rendant compte des opérations budgétaires exécutées.

Le CFU a pour objectifs :

- favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière dans un seul document et supprime les doublons,
- simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable,
- aboutir à une confection 100% dématérialisée sur l'ensemble de la chaîne.

Sa maquette comprend plusieurs parties :

- Partie I « Informations générales et synthétiques »,
- Partie II « Exécution budgétaire »,
- Partie III « États financiers »,
- Partie IV « États annexés »,
- Partie V « Arrêté et signatures ».

Il est précisé pour chaque état, si les données proviennent de l'ordonnateur ou du comptable publique.

Le CFU doit être voté au plus tard le 30 juin N+1 dans les mêmes conditions que le compte administratif et le compte de gestion.

TABLE DES MATIÈRES

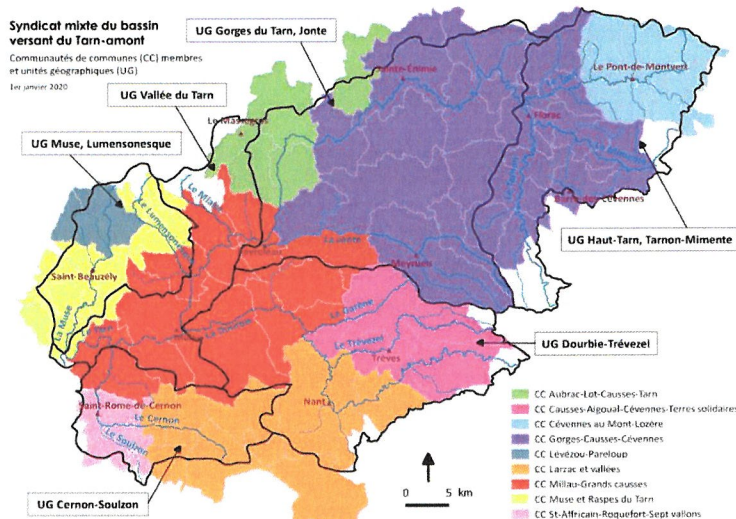
Présentation synthétique compte financier unique 2025.....	1
réunion du comité syndical du 26 février 2026	1
Table des matières	2
Présentation de la structure	3
Périmètre et compétences	3
Rappel des principes de participations financières des membres	4
Compte financier unique 2025	5
Section de fonctionnement :	5
Section d'investissement	10
Récapitulatif du résultat comptable de l'exercice 2025	14
Résultats de clôture	14

PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE

PÉRIMÈTRE ET COMPÉTENCES

Le Syndicat mixte du bassin versant du Tarn-amont (SMBV Tarn-amont) a été créé le 1^{er} avril 2018 par sept communautés de communes. Depuis le 1^{er} janvier 2020, deux communautés de communes ont rejoint SMBVTAM. L'ensemble du bassin versant du Tarn-amont est ainsi quasi couvert.

Au 1^{er} avril 2018, il a repris les missions et engagements des structures qui œuvraient jusque-là pour la gestion du grand cycle de l'eau : trois syndicats de rivière (le Syndicat mixte du Grand Site des gorges du Tarn, de la Jonte et des causses, le Syndicat mixte du bassin versant de la Dourbie, le Syndicat mixte des bassins du Cernon et du Souizon), dissous au 31 mars 2018, et la Communauté de communes de Millau-Grands causses (par transfert de compétences).



Dans une logique d'intérêt général à l'échelle du bassin versant du Tarn-amont, le SMBVTAM a pour objet la **gestion globale et concertée de l'eau et des milieux aquatiques** (on parle également de la gestion du « grand cycle de l'eau »).

L'ensemble des compétences du syndicat s'inscrit dans le cadre d'outils de gestion intégrée : schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), contrat de rivière, programmes pluriannuels de gestion des cours d'eau (PPG), programme d'actions de prévention des inondations (PAPI)..., et se traduit par des missions de :

- Planification et gestion intégrée de l'eau ;
- Animation, coordination, concertation, communication, sensibilisation ;
- Maîtrise d'ouvrage, assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, appui technique.

Ainsi, le SMBVTAM se voit confier par ses membres les compétences définies ci-dessous :

Compétence « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (gemapi), telle que définie au I de l'article L.211-7 du code de l'environnement :

- Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- Entretien et aménagement de cours d'eau, canaux, lacs, plans d'eau ;
- Défense contre les inondations ;
- Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Compétences relatives à la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau (superficielle et souterraine) et des milieux aquatiques :

Compétences obligatoires :

Date de transmission de l'acte: 27/02/2026
Date de réception de l'AR: 27/02/2026
048-200080547-DE_2026_019-DE
A G E D I

- Animer et assurer la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;
- Renforcer le suivi quantitatif et qualitatif de la ressource en eau et des milieux aquatiques (hors alimentation en eau potable et hors sites industriels et miniers) ;
- Accompagner la gestion quantitative de la ressource en eau (hors alimentation en eau potable) : acquisition de connaissances sur les besoins hydrologiques locaux, proposition de plans de gestion locaux visant le bon fonctionnement des milieux aquatiques, incitation aux actions concourant aux économies d'eau... ;

Compétence optionnelle :

- Valoriser les richesses naturelles, le petit patrimoine bâti lié aux milieux aquatiques et les activités de loisirs liées à l'eau.

RAPPEL DES PRINCIPES DE PARTICIPATIONS FINANCIÈRES DES MEMBRES

Les délibérations DE_2018_041 du 15 mai 2018, DE_2019_002 du 7 février 2019, DE_2021_006 du 25 mars 2021 et DE_2025_033 du 47 décembre 2025 définissent les modalités de calcul et d'appel des participations des membres du syndicat (12 communautés de communes au 1^{er} avril 2026).

Pour rappel, en 2025, le Syndicat a confirmé son objectif d'obtenir la reconnaissance EPAGE. Cette démarche implique une couverture administrative du périmètre hydrographique du bassin versant, en concordance avec l'arrêté de périmètre du SAGE Tarn-amont (88 communes). Pour cela, le syndicat a engagé depuis juin 2025, une démarche auprès de trois communautés de communes non adhérentes et incluses dans le bassin Tarn-amont pour solliciter une adhésion au syndicat Tarn-amont. Il s'agit des communautés de communes des Causses à l'Aubrac (12), Pays-Viganais (30) et Mont-Lozère (48).

Compte tenu des caractéristiques et des périmètres des communautés de communes couvrant le bassin versant du Tarn-amont, le comité syndical du 4 décembre 2025 a délibéré sur une règle complémentaire (délibération DE_2025_033). Cette règle précise que lorsque la superficie des communes situées dans le bassin versant du Tarn-amont au sein d'une communauté de communes représente moins de 1% de la superficie totale de ce bassin, et qu'aucun cours d'eau principal ne traverse ces territoires, une cotisation fixe de 100 € par an serait appliquée à compter du 1^{er} janvier 2026.

Il est établi que les **dépenses du syndicat mixte** (hors opérations d'ordre ou écritures comptables) correspondent à du **fonctionnement général** (frais de personnel, de structure...) ou à **des actions** (pouvant relever, selon leur nature, de la section de fonctionnement ou d'investissement).

Le montant des dépenses, après déduction des subventions accordées, est réparti entre les membres du syndicat :

Pour le **fonctionnement général** : 100 % mutualisé suivant la clé de répartition

Pour les **actions** : trois types d'actions avec des principes de mutualisation totale ou partielle avec application de la clé de répartition, ou une absence de mutualisation.

Ces principes ont été définis par le comité syndical lors de la création du Syndicat.

1/ La clé de répartition

La clé de répartition entre les membres s'appuie sur les critères suivants, ainsi pondérés :

- surface incluse dans le bassin versant topographique du Tarn-amont : 30% ;
- population, au prorata de la surface : 50% ;
- potentiel fiscal communal par habitant, au prorata de la surface : 20%.

2/ Les types d'actions (fonctionnement ou investissement) :

Type d'actions	Répartition des dépenses (après déduction des subventions accordées)
TYPE 1 : Actions dont le bénéfice s'apprécie à l'échelle du bassin versant du Tarn-amont (études générales, opérations de sensibilisation, documents de communication, etc.)	<u>100%</u> entre l'ensemble des membres du syndicat selon la clé de répartition.
Type 2 : Actions dont le bénéfice s'apprécie à l'échelle d'une unité géographique (travaux issus des programmes pluriannuels de gestion des cours d'eau, etc.) ;	<u>20%</u> entre l'ensemble des membres du syndicat selon la clé de répartition et pour <u>80%</u> entre les membres concernés par l'unité géographique selon la clé de répartition.
Type 3 : Actions dont le bénéfice s'apprécie à une échelle plus locale ou dont le coût important pourrait freiner la solidarité et donc la mise en œuvre.	<u>100%</u> sur le <u>membre directement concerné.</u>

Le comité syndical, au moment de la validation de l'action par délibération, précise de quel type d'actions relève la dépense et définit la part rattachable à la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (gemapi). Afin de favoriser la solidarité à l'échelle du bassin versant, les actions de type 1 ou 2 sont privilégiées.

COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Pour rappel, depuis le 1^{er} janvier 2024, le syndicat Tarn-amont applique la nomenclature comptable M57 développée. Le budget est voté en nature avec une présentation fonctionnelle. Les fonctions utilisées sont le 731 (politique de l'eau) et 735 (lutte contre les inondations).

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

1 – Résultats de fonctionnement pour l'année 2025 :

Recettes de fonctionnement	527 673,41 €
Dépenses de fonctionnement	486 383,99 €
Résultat de l'exercice 2025	41 289,42 €
Excédent reporté 2024	50 520,90 €
Excédent global de fonctionnement	91 810,32 €

2 – Les dépenses de fonctionnement :

La section des dépenses de fonctionnement regroupe :

- les dépenses du fonctionnement général, que sont les dépenses de gestion courante nécessaires au bon fonctionnement du syndicat (charges de structure, frais de personnel, cotisations sociales et autres frais),
- les actions inscrites en fonctionnement (interventions scolaires, communication, ...).

SYNDICAT MIXTE DU BASSIN VERSANT DU TARN AMONT - SYNDICAT MIXTE DU BASSIN VERSANT DU TARN AMONT - CFU - 2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE						II
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE						A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	206 677,65	123 933,56	0,00	123 933,56	59,96	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	378 811,13	341 775,87	0,00	341 775,87	90,22	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	10 910,00	8 361,65	0,00	8 361,65	76,64	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		596 398,78	474 071,08	0,00	474 071,08	79,49	0,00
66	Charges financières	30 332,00	5 804,24	0,00	5 804,24	19,14	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		626 730,78	479 875,32	0,00	479 875,32	76,57	0,00
023	Virement à la section d'investissement	16 000,00					
042	Opérations ordre transf. entre sections (2)	8 225,12	6 508,67	0,00	6 508,67	79,13	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		24 225,12	6 508,67	0,00	6 508,67	26,87	0,00
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		650 955,90	486 383,99	0,00	486 383,99	74,72	0,00
002	Déficit de fonctionnement reporté de N-1	0,00					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		650 955,90	486 383,99	0,00	486 383,99		0,00

(1) Dépenses engagées non mandatées

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

3 – Les recettes de fonctionnement :

Les recettes de fonctionnement proviennent des contributions des communautés de communes membres du syndicat et des partenaires financiers (Agence de l'eau Adour-Garonne, Région Occitanie, Départements, l'État).

SYNDICAT MIXTE DU BASSIN VERSANT DU TARN AMONT - SYNDICAT MIXTE DU BASSIN VERSANT DU TARN AMONT - CFU - 2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE						II
RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE						A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	496,79	0,00	496,79	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	599 685,00	526 426,45	0,00	526 426,45	87,78	0,00
75	Autres produits de gestion courante	750,00	750,17	0,00	750,17	100,02	0,00
Total des recettes de gestion des services		600 435,00	527 673,41	0,00	527 673,41	87,88	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		600 435,00	527 673,41	0,00	527 673,41	87,88	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		600 435,00	527 673,41	0,00	527 673,41	87,88	0,00
002	Excédent de fonctionnement reporté de N-1	50 520,90					
Total des recettes de la section de fonctionnement		650 955,90	527 673,41	0,00	527 673,41		0,00

(1) Recettes justifiées non titrées.
(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(3) RF 042 = DI 040

SECTION D'INVESTISSEMENT

Pour rappel, en 2023, une évolution des affectations budgétaires a été réalisée depuis l'exercice budgétaire 2018, afin de basculer les opérations d'investissement en compte de tiers (4581-4582), par des écritures budgétaires de régularisation.

Les opérations d'investissement en 2025 sont :

- Programme 120 : Travaux ZEC St-Hilarin – Action type 3,
- Programme 21 : PPG1 Tarn-amont - travaux ripisylve – Action type 1
- Programme 22 : PPG1 Tarn-amont - travaux agricoles – Action type 3
- Programme 260 : Travaux crues
- Programme 24 : PPG 1 Tarn-amont – étude ruisseau du Bourg – Action type 3
- Programme 31 : PAPI Tarn-amont / Axe 1 cartographie interactive – Action type 1
- Programme 32 : PAPI Tarn-amont / Axe 2 actions station surveillance – Action type 1
- Programme 33 : PAPI Tarn-amont / Axe 5 réduction vulnérabilité campagne 1 – Action type 1
- Programme 34 : PAPI Tarn-amont / Axe 1 capitalisation des repères de crues – Action type 1,
- Programme 35 : PAPI Tarn-amont / Axe 6 travaux agricoles Ladoux – Action type 3
- Programme 127 : Matériel, équipement,

1 – Résultat d'investissement 2025 :

Recettes d'investissement	1 166 149,92€
Dépenses d'investissement	1 633 985,52€
Résultat de l'exercice 2025	- 80 978,65 €
Excédent reporté 2024	386 856,95 €
Déficit d'investissement à reporter au BP 2026	80 978,65 €

2 – Restes à réaliser d'investissement 2025 :

Les restes à réaliser constituent soit :

- une dépense d'investissement engagée mais sans mandat de paiement au 31/12,
- une recette d'investissement engagée mais sans titre de perception au 31/12.

Recettes d'investissement	1 123 751,02 €
Dépenses d'investissement	1 026 064,05 €

3 – Les dépenses d'investissement :

Les dépenses d'investissement concernent les dépenses réalisées dans le cadre des opérations d'investissement.

SYNDICAT MIXTE DU BASSIN VERSANT DU TARN AMONT - SYNDICAT MIXTE DU BASSIN VERSANT DU TARN AMONT - CFU - 2025

II - EXECUTION BUDGETAIRE				II
DEPENSES D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE				A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	20 928,65	17 443,96	83,35	3 325,45
	Total des dépenses d'équipement	20 928,65	17 443,96	83,35	3 325,45
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	470 000,00	270 000,00	57,45	200 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	470 000,00	270 000,00	57,45	200 000,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	2 170 540,16	1 346 541,56	62,04	822 738,60
	Total des dépenses réelles d'investissement	2 661 468,81	1 633 985,52	61,39	1 026 064,05
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre en investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'investissement de l'exercice	2 661 468,81	1 633 985,52	61,39	1 026 064,05
001	Solde d'exécution négatif reporté	0,00			
	Total des dépenses de la section d'investissement	2 661 468,81	1 633 985,52		1 026 064,05

(1) Dépenses engagées non mandatiées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) DI 040 = RF 042

(5) DI 041 = RI 041

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut la 204 et la 2354.

4 – Les recettes d'investissement :

Les recettes d'investissement concernent les subventions d'investissement reçues par les partenaires financiers (Agence de l'eau Adour-Garonne, Région Occitanie, État, Départements) ainsi que les contributions des communautés de communes membres selon le type de l'action pour les opérations d'investissement.

SYNDICAT MIXTE DU BASSIN VERSANT DU TARN AMONT - SYNDICAT MIXTE DU BASSIN VERSANT DU TARN AMONT - CFU - 2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	
RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	
II	A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	-0,11	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	651 000,00	380 000,00	58,37	271 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	314,79	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	1 599 386,85	779 326,46	48,73	852 751,02
Total des recettes réelles d'investissement		2 250 386,74	1 159 641,25	51,53	1 123 751,02
021	Virement de la section de fonctionnement (3)	16 000,00			
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	8 225,12	6 508,67	79,13	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre en investissement		24 225,12	6 508,67	26,87	0,00
Total des recettes d'investissement de l'exercice		2 274 611,86	1 166 149,92	51,27	1 123 751,02
001	Solde d'exécution positif reporté	386 856,95			
Total des recettes de la section d'investissement		2 661 468,81	1 166 149,92		1 123 751,02

(1) Recettes justifiées non tirées.
(2) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).
(4) DI 040 = RI 042
(5) Les comptes 15, 22, 38, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Aucune provision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) DI 041 = RI 041
(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

RÉCAPITULATIF DU RÉSULTAT COMPTABLE DE L'EXERCICE 2025

Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes
Réalisations	486 383,99 €	527 673,41 €
TOTAL	486 383,99 €	523 649,41 €
Solde d'exécution		41 289,42 €

Section d'investissement	Dépenses	Recettes
Résultats reportés		386 856,95 €
Réalisations	1 633 985,52 €	1 166 149,92 €
TOTAL	1 633 985,52 €	1 553 006,87 €
Solde d'exécution	80 978,65 €	

RÉSULTATS DE CLÔTURE

Libellé	Fonctionnement		Investissement		Ensemble	
	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent
Résultats reportés		50 520,90 €		386 856,95 €		437 377,85 €
Opérations exercice	486 383,99 €	527 673,41 €	1 633 985,52 €	1 166 149,92 €	2 120 369,51 €	1 693 823,33 €
Totaux	486 383,99 €	578 194,31 €	1 633 985,52 €	1 553 006,87 €	2 120 369,51 €	2 131 201,18 €
Résultat de clôture		91 810,32 €	80 978,65 €			10 831,67 €
Restes à réaliser			1 026 064,05 €	1 123 751,02 €	1 026 064,05 €	1 123 751,02 €
Totaux cumulés		91 810,32 €	1 107 042,70 €	1 123 751,02 €	1 026 064,05 €	1 134 582,69 €
Résultats définitifs		91 810,32 €		16 708,32 €		108 518,64 €

Le résultat de clôture reprend les réalisations de l'année 2025 et les résultats de l'année précédente. Le résultat définitif est la somme du résultat de clôture et des restes à réaliser.

Ces résultats ont été repris par anticipation (délibération DE_2026_002 du 29 janvier 2026) dans le budget primitif 2026, voté par délibération DE_2026_003 du 29 janvier 2026.